

Le pouvoir aux travailleurs

10 OCTOBRE 2004

N° 109

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- LES TRAVAILLEURS N'ONT AUCUN INTÉRÊT A LA REPRISE DES HOSTILITÉS.....	2 - 3
- OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE : PLUS 21000 FAMILLES CHASSÉES DE LEURS PLANTATIONS	3
- BASTONNADE DES COMMERÇANTS À ADJAMÉ.....	3 - 4
- DÉMONÉTISATION : CE SONT LES PAUVRES QUI PAIENT !.....	4
- DIFFICILE RENTRÉE SCOLAIRE POUR LES PARENTS PAUVRES.....	5
- LE LAISSER FAIRE DE L'ETAT FACE AUX RACKETS ET TRACASSERIES DES FORCES DE L'ORDRE.....	6
- "JEUNES PATRIOTES" ET "ESCADRON DE LA MORT" FONT LEUR RETOUR.....	7
- LA FESCI, BRAS ARMÉS DU POUVOIR.....	7
- LA XÉNOPHOBIE, MÊME EN AMOUR.....	8
- LA GALÈRE DES JOURNALIERS DU PORT AUTONOME.....	9
- LES HABITANTS DE ZIMBABWE S'ORGANISENT CONTRE LES RACKETS POLICIERS.....	10
- DIFFICILES CONDITIONS DE TRAVAIL DES JOURNALIERS À SOCIMAT.....	10

**LES TRAVAILLEURS N'ONT AUCUN INTÉRÊT
A LA REPRISE DES HOSTILITÉS**

La crise ivoirienne risque de connaître des rebondissements dans les jours à venir. On se rappelle que pendant le sommet d'Accra III sur la guerre en Côte d'Ivoire, des décisions ont été prises. Parmi elles, les différents partis se sont engagés à peser de leur poids, afin que le code électoral qui écarte Ouattara de la possibilité de se présenter à l'élection présidentielle soit révisé. Un vote dans ce sens devait avoir lieu au parlement avant le 30 septembre. Un calendrier de désarmement avait été aussi dressé. Selon ce calendrier, les opérations de désarmement doivent débuter le 15 octobre.

Aujourd'hui, deux mois après Accra III, la situation est telle que le désarmement n'est pas prêt d'avoir lieu à cette date. Les députés du FPI le parti de Gbagbo, majoritaires au parlement, se sont opposés à toute modification des lois électorales. Enfin de compte, une fois les antagonistes de la crise de retour, chacun est resté tablé sur sa position pour les calculs mesquins en vue des élections de 2005. Du côté gouvernemental, comme le temps a permis à Gbagbo de bien s'armer, on bat campagne pour que la date du 15 octobre soit respectée. Les responsables des partisans du président les "*patriotes*" vont jusqu'à dire que de gré ou de force les rebelles seront désarmés. Gbagbo lui-même de son côté, ne hausse-t-il pas ouvertement le ton en ces termes "au début de la guerre j'étais en position de faiblesse. J'ai appelé la communauté internationale à ma rescousse. Aujourd'hui je suis bien armé, mais les accords signés sont là et il faut que je les respecte". Seulement, on ne sait pas jusqu'à quand son clan va respecter ces accords avant de passer à l'offensive à laquelle il dit être prêt. De l'autre côté les adversaires en face n'entendent pas les choses de même.

manière. Les "*Forces nouvelles*" (ex-rebelles) ameutent aussi la population sous leur contrôle. La semaine dernière, ils ont organisé à Bouaké, une marche de protestation contre le désarmement forcé sans les réformes politiques. Ils ont saccagé le siège des "forces impartiales" (ONU) et fait même des blessés parmi les soldats.

Quant aux partis d'opposition appelés "G7", qui regroupe le PDCI, le RDR, L'UDPCI et leurs satellites, ils sont tous obnubilés par le pouvoir à conquérir ou reconquérir en 2005. Ils ne proposent aucune politique claire pouvant aider la population à se réconcilier avec elle-même et prendre le chemin de la Paix. Bédié a déjà commencé une sorte de pré-campagne électorale. Les députés de son parti le PDCI ne sont pas prêts à s'affronter à ceux du FPI au parlement pour les réformes électorales attendues par le clan de Ouattara (son parti le RDR n'a pas d'élus au parlement). Malgré l'unité de façade des dirigeants, leurs clans respectifs se mènent la lutte ne serait-ce que par l'intermédiaire des journaux qu'ils détiennent.

Est-ce que cette nouvelle surenchère de part et d'autre va conduire à une nouvelle reprise des hostilités ? On ne saurait le dire, mais si c'était le cas ce sont les classes pauvres qui en feraient les frais.

Et c'est pourquoi, si le peuple, les travailleurs veulent bien que les choses finissent un jour, ils ne doivent pas se laisser diviser entre eux. Tous ces dirigeants politiques et leurs clans respectifs ont exercé ou exercent de hautes fonctions au pouvoir. Sous leur autorité les exploiters capitalistes ont soutiré ou soutirent le maximum qu'ils peuvent sur le dos des travailleurs. Aucun des partis politiques et des hommes qui dirigent ne représentent les intérêts du monde du travail. Un tel parti est nécessaire et reste à construire. Il faut souhaiter que parmi les travailleurs qui ont marre de cette situation, les plus conscients, ceux qui ont à coeur les intérêts généraux de tous les travailleurs s'attellent à la construction d'un tel parti.

GRAVE SITUATION DANS L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE : PLUS 21000 FAMILLES CHASSÉES DE LEURS PLANTATIONS

Un drame est en train de se jouer dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Loins des cameras et des projecteurs des masses médias, des paysans venant des autres régions de la Côte d'Ivoire et des pays voisins sont expulsés de leurs plantations. Des groupes de jeunes armés d'arme blanche et de fusil sillonnent la région pour accomplir cette sale besogne. Tous ce que l'on reproche aux autres paysans c'est qu'ils soient d'une ethnie différente ou d'un autre pays. On parle déjà de près de 200 tués et de plus de 21000 familles chassées. Et depuis que dure cette situation, personne ne s'en préoccupe. Tous ferme les yeux la dessus malgré les appels incessants des paysans chassés, à l'endroit du gouvernement et de la "communauté internationale".

Mais quand on sait que cette région est sous contrôle gouvernementale et en plus quadrillée par "les forces impartiales" et les "loyalistes", on est à première vue

choquer de la passivité de ces derniers. Mais plusieurs facteurs nous permettent de comprendre ce comportement face à ce drame.

D'abord, comme cela c'est toujours passé dans tous les pays où il y a eu de tel conflit, les soldats d'interposition appelés ici " forces impartiales" ne sont jamais là pour assurer la protection des pauvres paysans. Ceux ci se feraient décimer qu'ils ne lèveraient pas le petit doigt. De l'autre côté, les soldats loyalistes non plus n'ont intérêt à arrêter ces dérives car cette région est l'un des bastions du régime au pouvoir. D'ailleurs les dirigeants FPI qui ne se gênent pas à prêcher la xénophobie dans leurs différents organes officiels, ne cessent d'attiser le feu dans cette région.

Cette situation dans l'ouest est donc l'une des conséquences directes de la campagne haineuse menée par le régime FPI depuis qu'ils sont au pouvoir.

BASTONNADE DES COMMERÇANTS À ADJAMÉ

Le 29 septembre dernier, le centre commercial d'Adjamé Anbrogoua a connu des heures chaudes. Il y a eu une descente musclée des forces de l'ordre. Pendant toute la matinée ce fut le sauve qui peut. Des gendarmes armés jusqu'aux dents, ont fait passer un mauvais quart d'heure aux commerçants, clients et autres passants qui se trouvaient sur leur chemin. A coups de crosse de fusils, de matraques et de gaz lacrymogène, ils ont fait de nombreuses victimes. Après cette chaude matinée, ce sont des dizaines de personnes qui portaient les traces du zèle des flics. Les commerces

n'ont donc pas ouvert toute la matinée.

Tout a commencé ce jour là aux environs de 6 H 30. Des gendarmes comme à leurs habitudes sont arrivés sur les lieux pour des "contrôles de routine". Mais cela n'était qu'un prétexte de racket. Ils ont arraché les pièces d'un certain nombre de commerçants. Papiers en règle ou pas, chaque personne devait déboursier 5000 F s'il voulait récupérer ses pièces. Les commerçants n'ont pas voulu le comprendre de cette manière et ont donc opposé un refus catégorique. Les gendarmes ont donc voulu fouiller

certain d'entre eux, mais cela non plus n'a pas été apprécié. Les gendarmes ont pris cette opposition comme un affront qu'il fallait punir conséquemment. Ils ont donc fait appel à du renfort. Il y a eu des dizaines de blessés et d'arrêtés.

Face à cette descente sauvage, injuste et injustifiée, les commerçants ont décidé de se mettre en grève pour protester contre les abus de ces hommes en arme. Ils menaçaient de ne plus payer les taxes, si l'Etat n'offrait pas un minimum de garanti pour leur sécurité et pour que de telles situations ne se reproduisent plus. Dans le cas

contraire, ils prendraient des dispositions pour faire face à d'éventuelles bavures.

La grève qui a démarré le 04 octobre a pris fin le soir de la même journée. Selon les dirigeants de cette grève, les autorités gouvernementales ont donné une suite favorable à leurs exigences.

Cette nième bavure, comme toutes les autres, est inacceptable. C'est pourquoi la voie de la lutte indiquée par les commerçants est la seule pour faire respecter sa dignité.

DÉMONÉTISATION : CE SONT LES PAUVRES QUI PAIENT !

Depuis le 15 septembre, la BCEAO a décidé de retirer du marché tous les billets antérieurs à 1992. Parmi ces billets, un certain nombre dont les numéros ont été publiés, ont une valeur nulle. Ils sont repris à leur propriétaire sans rien en retour. Cette opération est présentée comme un moyen de lutte contre les différents vols qui ont eu lieu dans les agences BCEAO en zone sous contrôle des "forces nouvelles" mais aussi à Abidjan. Mais les victimes de cette opération ne sont pas les voleurs des agences de la BCEAO. Au contraire. Les premières victimes, ce sont les petites gens, les petits commerçants car la première attaque de la BCEAO remonte à près d'un an et l'argent volé a eu largement le temps de circuler parmi la population. Aujourd'hui des sociétés comme la CIÉ, la SODECI, la SOTRA refusent ces billets, bien que la validité de ces billets soit fixée au 31 décembre

prochain.

Le processus d'échange au sein des banques est quant à lui, un véritable parcours de combattant. Plusieurs banques et leurs succursales à l'intérieur du pays refusent les transactions. Ce qui oblige tout le monde à s'orienter vers la BCEAO. Mais là aussi, certains agents véreux en profitent pour se livrer à un trafic. Ils emploient des jeunes coursiers postés devant les banques et vous prélèvent jusqu'à 10 % de la somme échangée.

Les braquages de la BCEAO sont la conséquence de la situation de guerre que nous vivons. Mais cette guerre elle-même n'est autre chose que la conséquence de la mauvaise politique des différents gouvernants, basée sur la xénophobie, l'ethnisme, l'exclusion, etc. La population n'a donc pas à faire les frais de leurs bêtises.

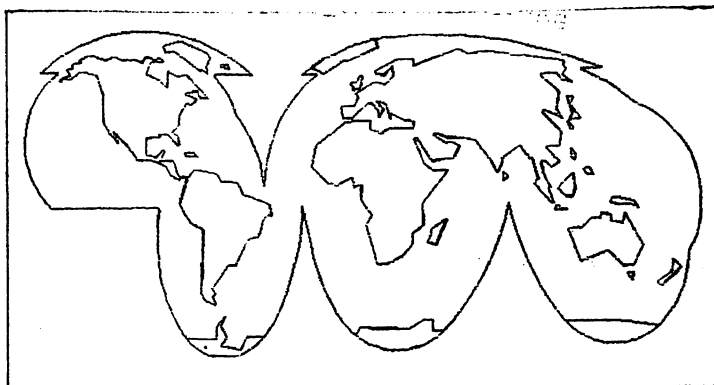
DIFFICILE RENTRÉE SCOLAIRE POUR LES PARENTS PAUVRES

Chaque année, une nouvelle rentrée scolaire est une période de mille problèmes pour les parents pauvres surtout ceux qui sont au chômage ou qui ont des salaires dérisoires ainsi que la majorité des paysans. Celle de cette année s'annonce avec autant sinon plus de difficultés que les précédentes. Les écoles publiques sont en nombre insuffisant, tant dans le primaire que dans le secondaire. Mais ce manque d'écoles publiques est une politique délibérée et anti-sociale des différents gouvernements qui se succèdent. Ils préfèrent subventionner des écoles privées au détriment de l'enseignement public. La conséquence de toute cette politique est le fait qu'aujourd'hui les enfants des pauvres sont d'avance écartés purement et simplement de l'éducation. Deuxième conséquence, c'est le fait que ceux qui ont un peu de

moyen sont souvent obligés de scolariser un certain nombre d'enfants au détriment des autres, surtout des jeunes filles. Et à ce manque cruel d'écoles publiques, le gouvernement a ajouté encore d'autres injustices. En effet, dans son programme de "livres gratuits" aux élèves du primaire, des milliers d'enfants inscrits dans les établissements privés ne sont pas concernés. Or la majorité des enfants des pauvres dans les grandes villes se trouvent malheureusement dans ces écoles privées. Et pour pouvoir faire face aux problèmes, les parents sont obligés de se rabattre sur les "librairies par terre". Mais même là encore, les prix ne cessent de grimper d'année en année.

C'est dire que toutes leurs déclarations tapageuses sur le droit à l'éducation pour tous, ne sont que du verbiage, de la démagogie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE LAISSER FAIRE DE L'ETAT FACE AUX RACKETS ET TRACASSERIES DES FORCES DE L'ORDRE

Les rackets, les tracasseries, les brimades et autres comportements dignes des pique-pockets sont monnaie courante sur nos routes. Aujourd'hui, toutes les routes et ruelles des villes sont barricadées par les forces de l'ordre et à chacun de ces nombreux barrages, les transporteurs sont obligés de déboursier 500 Fcfa avant de passer. Les passagers sont à leur tour rançonnés et gare à ceux qui n'ont pas leurs pièces administratives en règle. Leurs vraies victimes sont les travailleurs ressortissants des pays de la sous-région. Pour ceux-là, pièce ou pas, ils doivent payer des sommes allant de 5000 à 10000Fr. Mais ces rackets routiers ne suffisent pas à ces voraces. Ils n'hésitent pas à faire des descentes musclées dans des quartiers précaires comme à "Cocody gobelet" la semaine dernière où ils ont fait passer une mauvaise matinée aux habitants en les tabassant, pillant volant tout sur leur passage.

Quant aux points de contrôles sur les axes routiers de l'intérieur du pays, c'est de l'anarchie et de l'arnaque. Voici par exemple un cas édifiant raconté dans *Fraternité Matin* du 8 septembre 2004 : " une enquête menée par les autorités du port de San Pédro a donné des résultats effrayants. Sur le seul tronçon Guiglo-San Pédro on dénombre 46 barrages. Et la forte concentration se trouve sur les 135 km séparant la ville portuaire et la localité de Yabayo. Près

de 25 barrages dressés principalement par les gendarmes. A ces points de contrôles qui se doublent les jours de marché dans les villages, les camionnettes payent 5 à 10 mille francs de "droit de passage" à chaque corps de sécurité. Quand elles transportent du cacao, cette taxe passe du simple au double, voire au triple. Ceux qui viennent de Guiglo payent en moyenne 800 mille francs pour transporter chaque chargement de cacao vers le port de San Pédro. Comme si les routes ne leur suffisaient pas, les forces de l'ordre possèdent de nombreux barrages dans la ville de San Pédro. Il y en a une trentaine dont la moitié se trouve sur la ligne droite menant au port. Le racket est tel que les coopératives de Soubré ont inscrit dans leur compte d'exploitation une rubrique intitulée dons et pourboire aux forces de l'ordre qui tournent entre 20 et 25 millions par mois, ce qui leur fait annuellement près de 600 millions à donner comme dons et pourboire aux fameux "forces de racket" .

Mais ce que les journalistes n'ont pas dit c'est que, en fin de compte dans cette histoire, ce sont les pauvres paysans qui payent les pots cassés. En effet, pour venir à bout des sommes extorquées sur les routes, les acheteurs de produits répercutent ces "pourboires", sur le prix du kg de cacao. Ainsi, au lieu du prix de référence qui est fixé 300Fcfa le kg, ils vont jusqu'à payer aux paysans 150Fcfa.

L E U R S O C I E T E

"JEUNES PATRIOTES" ET "ESCADRON DE LA MORT" FONT LEUR RETOUR

Après la rencontre d'Acra III, il était question de vote d'un certain nombre de lois qui devrait précéder le désarmement. Les députés du parti au pouvoir ont tout fait pour créer un blocus.

Et aujourd'hui, pour ne pas rendre compte, Gbagbo a lâché dans la rue "ses jeunes patriotes" pour créer une situation d'insécurité. Comme il le dit lui-même, cette manière de faire lui a permis à plusieurs reprises d'avoir le temps de s'armer et faire changer le rapport de forces en sa faveur. Ainsi, depuis qu'on s'approche de la date du désarmement qui est fixée au 15 octobre, ses "jeunes patriotes" ne cessent de multiplier les manifestations. Ces différentes manifestations organisées

comme par exemple l'attaque du convoi des "forces Licornes" dans la région de Sikensi ou le siège devant le 43^{ème} Bima sont bien le signal de leur retour en force.

Cela annonce aussi des nouvelles vagues de violence dans les prochains jours. Mais le pire à craindre c'est qu'en plus de ces manifestations violentes, il y a aussi ce fameux "escadron de la mort" qui se signale par les enlèvements accompagnés d'assassinat pour terroriser la population. Il vient d'ajouter à sa funèbre liste, un autre crime sur le jardinier-vigile du président du RDR qui a été passé à tabac avant d'être jeté dans la lagune.

LA FESCI, BRAS ARMÉS DU POUVOIR

Les éléments de la Fesci du campus universitaire de Cocody ont fait une descente musclée dans les quartiers précaires jouxtant le campus. Le prétexte tout trouvé était que les habitants de ces quartiers hébergeraient des voleurs ou faisaient trop de bruit. Mais, ces étudiants eux-mêmes une fois dans le quartier, vont se comporter comme de vrais voleurs, en pillant tout sur leur passage. Ils ont dévalisé les habitants de leurs bijoux, téléphones-

portables, radios et autres téléviseurs couleur. Et comme toujours, ils resteront impunis parce qu'ils sont soutenus par ceux qui sont au pouvoir.

L'adjoint au maire de Cocody ne dit pas autre chose. Il s'est tout simplement indigné en traitant cela d'incident malheureux sans toute fois parler de dédommagement des victimes ni de poursuite contre ces étudiants malfrats.

L E U R S O C I E T E

LA XÉNOPHOBIE, MÊME EN AMOUR

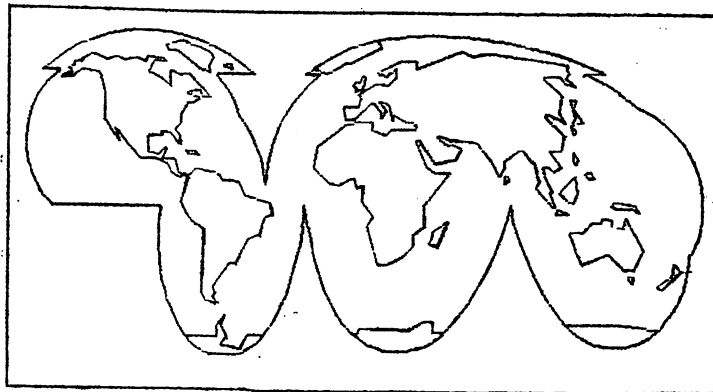
Une jeune élève tombe enceinte suite à une amitié avec un jeune Burkinabé. Seulement, quand les frères de la jeune fille ont su que le futur papa était un burkinabé, ils ont débarqué chez lui machette en main. Une bagarre s'en est suivie. Le jeune fut blessé tout comme les frères de la jeune fille.

Mais bien qu'ayant agi en légitime défense, c'est plutôt le jeune Burkinabé qui fut mis en prison. Les

parents de ce dernier ont dû payer une somme de 250 000f pour le sortir de la prison. Et le comble dans toute cette histoire, c'est que le grand frère du jeune burkinabé a eu à payer 50 000 francs comme frais de route aux nombreux barrages des forces de l'ordre avant de pouvoir aller résoudre le problème.

Voilà jusqu'où nous amène cette campagne xénophobe que nos gouvernants ne cessent de battre.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA GALÈRE DES JOURNALIERS DU PORT AUTONOME

Le port autonome d'Abidjan est l'un des ports les plus importants de l'Afrique, et en même temps, le plus grand port de l'Afrique de l'Ouest. Et les autorités de ce pays ne cessent de le répéter avec fierté. Mais derrière cette fierté des autorités se cache l'exploitation et la misère d'une grande majorité des travailleurs. En effet, le travail au port est géré par un syndicat, la SEMPA (Syndicat des Entreprises de Manutention du Port d'Abidjan). Pour y travailler, il faut d'abord avoir la carte de ce syndicat patronal. Tous ceux qui n'ont pas cette carte, sont obligés de travailler au noir ou souvent, sous le couvert de ceux qui détiennent la carte. Cette situation de précarité de ce grand nombre de travailleurs profite aux patrons et aux responsables de ce syndicat.

D'ailleurs, cette catégorie de travailleurs sont les privilégiés des

sociétés de transit. Voici ce que raconte un de ces travailleurs : " depuis plus de quatre ans que nous travaillons avec une société de transit, nous ne sommes pas embauchés. Nous sommes payés main à main sans un bulletin de paie. Pas de congé. Quand tu as la chance de travailler, c'est pour tous les jours, même les dimanches et jours fériés. Gare à celui qui va s'absenter, il est immédiatement renvoyé. Et tout cela, pour un salaire de misère de 2000Fcfa par jour.

Chaque année, pour scolariser nos enfants, nous devons courir toutes les rues d'Abidjan à la recherche de crédit car "prêt scolaire", nous ne connaissons pas.

C'est aussi ça l'autre face de la médaille des réalités de ce port. Il n'y a pas que le grand port et sa fierté, il y a aussi la grande exploitation et ces souffrances.

LES HABITANTS DE ZIMBABWE S'ORGANISENT CONTRE LES RACKETS POLICIERS

Le quartier Zimbabwe situé dans la zone portuaire de Vridi est un quartier où résident plusieurs travailleurs du port

et en majorité des travailleurs "étrangers" venus de la sous régions. Dans ce quartier, les rafles et rackets

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

des forces de l'ordre sont très fréquents. Pour faire face à ces abus et autres exactions, les habitants ont mis sur pied un comité d'auto-défense composé de toutes les nationalités. Ce comité, après sa création a fait échec à une de leurs descentes en ameutant le reste de la

population. Et depuis ce jour, les descentes intempestives des hommes en tenue sont devenues très rares.

Cet exemple devrait faire tâche d'huile dans tous les quartiers populaires pour se défendre et pourquoi pas mettre fin à ce brigandage déguisé

DIFFICILES CONDITIONS DE TRAVAIL DES JOURNALIERS À SOCIMAT

Je suis au nombre des 400 journaliers de la RMO de la SOCIMAT. Pour faire partir de cet effectif, il faut d'abord corrompre le responsable RMO. La somme va de 20.000 F à 50.000 F selon les relations qui te lie à ce dernier. Le contrat dure 3 mois renouvelable avec bien sûr l'intervention de pot de vin.

Nous travaillons dans une atmosphère poussiéreuse, avec pour seule protection des cache-nez. Les conditions de boulot deviennent encore insupportables quand les filtres bourrés doivent être dépoussiérés. Dans ce cas, les machinistes ensacheurs prennent la poussière de ciment dans les yeux, les narines et la bouche. Ce qui provoque sur le champ des inflammations des yeux, des toux et des malaises intestinaux et à la longue des

dysfonctionnements des reins. Tous ces risques pour une somme de 35.000 F à 45.000 F par quinzaine selon le rendement.

À la SOCIMAT la sortie de l'auberge n'est pas pour demain. Au lieu d'embaucher les travailleurs, la SOCIMAT vient de signer un nouveau contrat avec une autre société par intérim nommée SNS. Cette dernière paie des salaires moins chers que la première. Une situation qui vient encore une fois de plus empirer la vie des journaliers qui déjà n'arrivaient pas à joindre les deux bouts.

Voilà comment la SOCIMAT en complicité avec des sociétés par intérim se remplit les poches pendant que les travailleurs, surtout les journaliers abîment leur santé dans la surexploitation.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.